

Nucléaire réduit à 50 % : moins de sécurité, plus de CO₂ ...

Réduire la part du nucléaire à 50 %, avec l'arrêt programmé de 14 réacteurs d'ici à 2035, a été présenté comme une nécessaire diversification « *pour ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier* » et sécuriser l'alimentation du pays. En réalité, cela va aboutir au résultat exactement inverse. Car on va remplacer des moyens parfaitement « pilotables », c'est-à-dire capables de produire en fonction de la demande, par des moyens éoliens et photovoltaïques qui produisent quand il y a du vent et/ou du soleil, sans rapport avec cette demande ... Le photovoltaïque ne produit rien la nuit et le vent est statistiquement inexistant en moyenne 36 jours par an ; il y aura donc une dizaine de longues nuits d'hiver, lorsque la demande est au plus haut, avec un parc éolien + photovoltaïque quasiment à l'arrêt, quelle que soit sa puissance installée. Résultat : arrêter 14 réacteurs aura pour effet certain, plusieurs fois par hiver, de priver notre pays d'une dizaine de GW ! Manque considérable, 6 fois supérieur à la marge de sécurité d'alimentation du réseau !

De plus, lorsque ni le soleil ni le vent ne produiront suffisamment d'électricité, ce qui se produira très fréquemment tout au long de l'année, les moyens nucléaires amputés de 14 réacteurs ne pourront plus pallier ces manques. Il faudra alors recourir aux moyens fonctionnant au gaz fossile, seul combustible à la bonne échelle des besoins, les gaz « verts » - biométhane et hydrogène ou méthane de synthèse - étant pour encore longtemps très loin d'une production industrielle. Résultat : arrêter 14 réacteurs aura pour effet certain d'accroître les émissions de CO₂ du pays. En totale incohérence avec l'objectif de neutralité carbone affiché pour 2050 !

En résumé, remplacer des moyens de production non émetteurs de CO₂ qui produisent quand on en a besoin par des moyens non émetteurs de CO₂ mais qui produisent épisodiquement en fonction de la météorologie inflige à notre pays une double peine : une dégradation de sa sécurité d'alimentation et une augmentation de ses émissions. Auxquelles s'ajoute une augmentation du coût de son électricité ...

Perte de sécurité, augmentation des émissions de CO₂, augmentation des coûts, est-ce vraiment le but recherché ?

Lien vers l'étude complète de Georges SAPY :

[Nucléaire réduit à 50 % : moins de sécurité, plus de CO₂ ...](#)